

[illegible]

Car, pour une fois, il est impossible de écouler que les États-Unis aient été les premiers ou les seuls à proposer ce type de comportement collectif : il ne saurait rien y avoir d'« exclusivement américain » (33) dans le suicide de masse de Jonestown, il doit demeurer « non américain », l'on insiste alors à cette étrange volonté de trouver des références

tortueux dans une presse qui se cantonnait habituellement par un manichéisme absolu de sons de l'histoire — prouve en étant le peu de significativité pour la compréhension de l'événement que les journalistes ont pu saisir au moment passé lointain ou proche, et parfois même inventés : cette douzaine d'étudiants français qui se seraient auto-détruits en 1970 pour des raisons politiques (34). On parvient dès lors à dresser des listes absurdes — communes d'affiliés à l'ensemble de la presse (35) — les juifs de Massacra violentent avec leurs chiens les habitants juifs de France avec les nazis, et les sibériens qui vivent chez Mel-Mall du Transmanché, conclusion à en tirer ? C'est M. Jamin

autant en emporte le vent. Du fait qu'il écrit pour le grand public, il ne peut pas se passer de commentaire, en principe interdit. Mais lorsque les faits tombent définitifs — ou, au refusant à être « neutres », pointent dans la mauvaise direction, — il faut bien trouver des explications, quelle que ce soient les silences à l'encontre des réalités. C'est ainsi qu'il a écrit, en 1961, sur les événements pour le tragédie de Jonestown, « la tolérance » et l'idéalisme qui caractérisaient les États-Unis plus que les autres pays (32). Certes, les États-Unis, à la différence d'autres pays, n'ont pas connu une seule guerre de religion. En revanche, les persécution

gères au continent nord-américain, nombreux sont ceux qui ont été désignés comme criminels, persécutés, voire assassinés (c'est-à-dire avec l'autorisation d'exterminer) ou assassinés (par des fonctionnaires) pour leurs convictions religieuses. Les sœurs de Salem (dix-neuf personnes pendues en 1692), les Quakers (qui sont l'objet de fortes discriminations et dont quatre sont pendus sur la place publique à Boston), les catholiques (persécutés par les Know-Nothings, puis par le Ku Klux Klan), les Mormons (dont le prophète, Brigham Young, et plusieurs dizaines de disciples furent assassinés), les Juifs (à plusieurs reprises lynchés par le Ku Klux Klan), les Améri-

[illegible]

Si l'on American sur trois est armé (15).
 Si les chiffres sont tantôt mentalement
 présentés, tantôt bizarrement absents,
 la présentation des faits est, elle aussi,
 à la fois détaillée et approximative.
 Prenons-en un exemple dans les rela-
 tions du pasteur Jones avec la poli-
 tique: idéologie, partis et respon-
 sabilités. D'après l'un de ses anciens
 adjoints, Al Mills, « Jones avait l'habi-
 tude de dire qu'il était le réincarnation
 de Jésus-Christ, du Lénine, du Bah ».
 Le Bah est une réincarnation divine
 de la religion syrienne, une religion syn-
 crétique fondée dans le désert de Ba-
 hâ Bah' U'llah qui prône une loi
 universelle fondée sur le dépassement
 des conflits raciaux, sociaux et reli-
 gieux. Le seculo a gagné des adeptes
 états-Unis à partir de 1920 (16).
 Bel écloctisme, comme on peut le

[illegible]

[121] C.J., a What I saw, *Newswatch*,
4 November 1978, p. 42.
[122] A. Johnson, *New York Times*, 4 November 1978, p. 18.
[123] A. S. East, *leader among 600 dead*,
4 November 1978, p. 18.
[124] President's commission on law
Enforcement, *The Challenge of crime
in a free society*, Asa B. Baskin, New
York, 1978, p. 10.
[125] D. Johnston, 'Jones created a
religion out of lies, sex, fear', *D.M.R.*,
17 Nov. 1978, p. 1.
[126] *Deaths in Guyana*,
Thirteenth sect., N.Y.T., 20 November
1978, p. 1.
[127] R. Lindsey, 'A State Dept. called
for on mass deaths', N.Y.T., 1st October
1978, p. 1.
[128] U.S. W. Turner, 'Conflict over
release of solids', N.Y.T., 7 December
1978, p. 1.
[129] T.-R. Reid, 'Jonestown mail
opened', State Dept., W.F., 23 November
1978, p. 1.
[130] Reid et al. by death possessed

[illegible]

Le Monde réalise chaque semaine
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
SÉLECTION HEBDOMADAIRE
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS - Cedex 09 - TÉL. 246 72.23

 Pour ces sommations mondiales à
 frontières, basée sur la propriété
 commune et le contrôle démocratique
 producteur pour la seule satisfaction
 des besoins humains et non pour
 profit. **SOCIALISME MONDIAL** s'op-
 pose à toutes les guerres, tous
 racismes et tous les gouvernements
 capitalistes.
 Pour un exemplaire gratuit,
 écrivez (sans autre mention) à :

école
d'hôtesse,
de tourisme,
de langues
et de secrétariat

FORMATION D
... Evolue assure la for
... les secteurs su
Aérien : hôte
Tourisme : age
Langues : angl
Commercial :
à votre demande, l'E

école fr
de lang

ALLIANCE DE LA BOURGEOISIE FONCIÈRE ET DE L'AGROBUSINESS

UN NOUVEAU «DESTIN DE GRANDEUR»
POUR L'ÉCONOMIE ARGENTINE

Par BRUNO SUSANI *

Le 2 avril, la gestion de M. Martínez de Hoz à la tête du ministère de l'économie de la jeune Argentine est entrée dans sa quatrième année consécutive (1). L'absence de lui le ministre qui sera resté le plus longtemps aux commandes des finances argentines depuis trente ans (2). Seul membre civil du premier cabinet militaire de la jeune République le 24 mars 1976, M. Martínez de Hoz est devenu le premier ministre issu du général Videla.

Les observateurs ont cru d'abord que son programme économique ne différerait guère de ceux appliqués dans le reste du cône sud sur les conseils du Fonds monétaire international. Mais, aujourd'hui, la gestion de M. Martínez de Hoz ne peut être analysée comme un programme de conjoncture, ni réduite à un simple plan d'austérité ou de transfert de revenus en faveur des secteurs aisés. Car il est en train d'opérer des modifications profondes dans la structure de l'économie argentine. Là réside son aspect fondamental.

Les objectifs du programme du 2 avril 1976 prennent en compte les traits spécifiques de l'économie du pays et visent à les transformer profondément à long terme. Les missions qui apparaissent déjà influencent les conclusions hâtives de ceux qui réduisent la perspective du ministre à un « cycle » ou « essai » dans le « cycle » économique-politique argentin. L'économie avait connu depuis 1970 un grand développement du secteur agricole ; mais la crise de 1980, qui mit fin aux relations bilatérales avec la Grande-Bretagne, obligea à envisager dans la voie de l'industrialisation. Devant cette crise, les grands propriétaires terriens, qui contrôlaient la vie politique et culturelle du pays, prirent l'initiative de la substitution des importations, au cours des

années 30 — qui demeurent dans l'histoire comme celles de la « décade indienne ».

Leur succès a tenu aux cotés relativement bas et au fait que le prix international des céréales leur permettait de décaler une importante rente agricole (3). Mais la décadence interne commença, tant bien que mal, le modèle agro-exportateur, avec la pandémie et son projet de soustraire l'Argentine à l'influence du marché international des céréales. Le processus d'industrialisation limitée se transformant en processus d'industrialisation tout court. Pendant la décennie précédente, l'investissement orienté vers des branches industrielles de haute technologie, notamment l'électronique, l'automobile, les articles ménagers, les vêtements et les autres secteurs. De 25 % du PIB en 1965, le part du secteur agricole passa à 15 % en 1974 ; en revanche celle du secteur industriel s'éleva de 12 % à 20 %.

Sous le péronisme, l'Argentine découvrit, en même temps que la croissance industrielle, une forme d'État-providence. La chute de Peron ramena complètement en cause ce choix de l'industrie. Mais le gouvernement Frondizi (1958-1962), sous l'influence du modèle syndicaliste peroniste, alors connu comme réussite économique, la laisse dériver. Ce changement de cap eut pour conséquence de relancer l'Argentine sous l'influence du marché international des céréales ; la croissance dépendait beaucoup plus du commerce extérieur, et le pays s'engagea dans un développement industriel horizontal et intégré fondé sur la substitution d'importations au sens large (4).

date industrielle intégrée une proportion croissante de biens intermédiaires importés. Ainsi le développement de l'économie avait tendance à accroître le rythme des importations et à réduire la balance des paiements en déficitaire (5). Les capitaux industriels représentaient 50 % des importations ; les biens de capital, 30 et la consommation, 4 %.

Dans ces conditions, l'économie argentine connaissait un état de crise permanente limitant le développement de ses forces productives et sa capacité d'accumulation. Intégrée au marché mondial, elle se débattait entre une industrie incapable de suivre le développement de l'innovation et une agriculture épuisée par ses revenus.

Il semble aujourd'hui évident que les groupes sociaux qui ont, pendant vingt ans, orienté la politique économique argentine ne pourraient pas en ce temps maintenir une économie semi-ouverte et fixer de manière exogène le mouvement des prix relatifs. Ils n'avaient d'ailleurs pas un pouvoir politique suffisant pour attendre et imposer des objectifs quand bien même ceux-ci auraient été rationnels. D'une part, le mouvement syndical argentin, contrairement d'une juste répartition du revenu, a fait lebede, par des mouvements revendicatifs de grande ampleur, aux tentatives d'accumulation sauvage des secteurs les plus libéraux de l'industrie. D'autre part, l'oligarchie agricole dispose en Argentine d'un véritable droit de veto sur les divers gouvernements. Avec la crise de l'accumulation du capital, le pays connaît une crise sociale et des crises politiques successives.

Les mesures prises par M. Martínez de Hoz doivent être analysées dans ce contexte. Le ministre commence par deux mouvements : les salaires nominaux et libéraux les prix. Depuis le coup d'État, le salaire réel a diminué d'environ 30 %. Cette baisse s'accompagne d'un changement dans la composition de la demande. L'allègement des prix agricoles sur les prix industriels entraîne l'accroissement de dépenses alimentaires, par conséquent la diminution des achats de biens industriels par les salariés.

Dans un deuxième temps, la libéralisation du taux de change permet d'augmenter les recettes des secteurs exportateurs — grands propriétaires fonciers — mais provoque la hausse du coût des biens d'équipement et des produits intermédiaires importés.



La conjoncture en a été une chute extraordinaire de la consommation et de la production industrielle dans son ensemble (voir le graphique ci-dessous).

Ces mesures étaient présentées comme anti-inflationnistes, mais l'inflation ne fut pas stoppée, loin de là (6). Car il n'y a pas eu de véritable politique anti-inflationniste jusqu'en juillet 1978, le ministre l'a reconnu (7). En réalité, son programme consistait que l'inflation se poursuive au moins pour trois raisons :

a) Faire baisser les dettes contractées dans le passé par le secteur agricole ;

b) Imposer un changement des prix relatifs entre produits agricoles et industriels en faveur des premiers, ce qui exige un certain délai ;

c) Réaliser le « coût social » de l'ensemble de la population en diminuant la part du budget consacrée aux services publics, à la santé, à l'éducation, aux transports et aux investissements dans les infrastructures sociales.

Enfin, adoptant les conclusions de la « commission de loi économique », le ministre vient d'annoncer la diminution progressive des droits de douane à

l'importation des articles jusqu'à la moitié de la concurrence étrangère. Il envisage une diminution de 50 % à 30 % maximum pour 1981.

Le niveau élevé du taux d'intérêt (150 % en 1978 et 70 % actuellement) doit entraîner la reconstitution d'un marché financier qui permette aux bailleurs de fonds, c'est-à-dire au secteur agricole — le seul qui n'ait pas été touché par la nécessité, de contrôler le crédit.

Les conséquences de ce programme sont considérables : chute du PIB par tête en 1978 au niveau de 1972 ; chute du produit industriel de 15 % depuis 1974 ; chute de la consommation per capita de 45 % (voir le deuxième graphique page 4).

Crise permanente

A partir de cette époque, le pays entre dans un « cycle » politico-économique marqué par l'instabilité des politiques libérales (1963-1967 et 1967-1970) — qui visent à rétablir la balance des paiements en bloquant la croissance des salaires réels et en relâchant les importations, et de politiques plus autoritaires (1967-1970) qui cherchent à relancer la croissance par l'aide de la consommation intérieure.

Pourtant, libéraux et « populistes », auteurs de ces politiques, ont tenté de dépasser le modèle, et encore moins de corriger les facteurs qui provoquent les crises.

Jusqu'en 1978, ce modèle de substitution intégrée des importations est connu comme croissance régulière et continue de 4 à 5 % en moyenne. Le PIB, par le biais de politiques conjoncturelles classiques, réussit à se maintenir.

La production industrielle (35 % du PIB) s'écroule sur le marché intérieur. Sa croissance est donc tributaire de la répartition des revenus entre salaires et profits. La production agricole ne représente que 15 % du PIB.

mais constitue le principal, voire le seul, secteur d'exportation. Elle devient ainsi, via le secteur agricole, l'unique porte d'entrée des biens d'équipement et des produits intermédiaires.

Au cours des trente dernières années, l'État a mis en place une panoplie de mesures courantes dans tous les processus d'industrialisation. Celles-ci à l'exception d'un seul — le fait de taxes d'importation — ont été de deux types : les subventions, l'appui industriel tels que l'énergie, la crédit, l'exportation, le transport ; laux, de change multiples ou tout-évaluation des terres entre les pays d'importation à des prix des biens d'équipement ; protection contre la concurrence étrangère ; exonérations fiscales, etc.

Pour l'exportation des produits agricoles, l'État a successivement contrôlé le commerce extérieur (sous Peron), l'impôts des prix au-dessus du prix international, ou tant les exportations. Le résultat fut un transfert d'une part importante de la rente agricole vers le secteur industriel. La quasi-absorption du secteur agricole qui ne progressa qu'au rythme de 1 % par an depuis 1960, bien que la consommation des terres entre les pays d'importation à des prix des biens d'équipement ; protection contre la concurrence étrangère ; exonérations fiscales, etc.

Pour l'exportation des produits agricoles, l'État a successivement contrôlé le commerce extérieur (sous Peron), l'impôts des prix au-dessus du prix international, ou tant les exportations. Le résultat fut un transfert d'une part importante de la rente agricole vers le secteur industriel. La quasi-absorption du secteur agricole qui ne progressa qu'au rythme de 1 % par an depuis 1960, bien que la consommation des terres entre les pays d'importation à des prix des biens d'équipement ; protection contre la concurrence étrangère ; exonérations fiscales, etc.

Evolution du produit industriel brut 1974-1978

Millions de pesos 1973

Année	Produit industriel brut (millions de pesos 1973)
1974	241,566
1975	222,642
1976	217,489
1977	221,579
1978	207,500

Source : INDEC et B.C.R.A.

COMMANDEZ
DIRECTEMENT
TOUS VOS LIVRES
FRANÇAIS
LIBRAIRIE GENTY
Lancée, Librairie DELAMAIN
4, rue des Ecoles
75005 PARIS
Sur simple demande
envoi gratuit de notre bulletin
et les Livres du mois »

école française

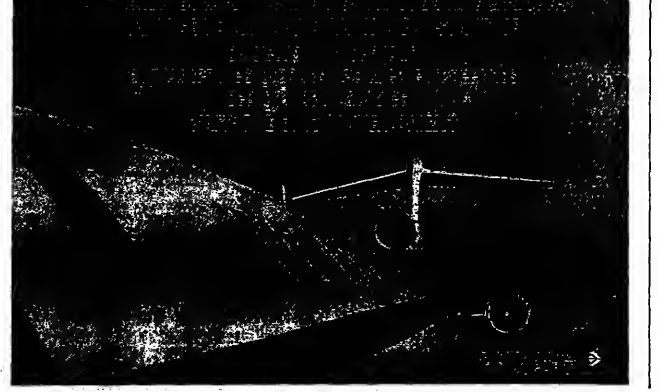
d'hôtesse,
de tourisme,
de langues
et de secrétariat.
(enseignement technique privé)

FORMATION DU PERSONNEL DES ENTREPRISES

L'Ecole assure la formation du personnel des entreprises dans les secteurs suivants :

Aérien : hôtesse, stewards.
Tourisme : agences de voyage.
Langues : anglais commercial, touristique et hôtelier.
Commercial : dactylo audiovisuelle et secrétariat accélérateur.
A votre demande, l'Ecole vous adressera une étude personnalisée.

**école française d'hôtesse
de langues et de secrétariat**
11 bis, rue de Milan 75009 Paris
Tél : 526.79.88 - 878.02.15



L'échec des bourgeoisies locales et l'absence d'un développement dans l'intérêt des populations

Vers une nouvelle vague de luttes populaires

la puissance

Au cours du dernier tiers de ce siècle, les pays du tiers-monde, après avoir recouvré leur indépendance politique, se sont engagés dans la voie d'un développement capitaliste accéléré. Ce type de développement, fondé sur une participation approfondie à la division internationale du travail et sur l'industrialisation de substitution d'importations, a permis d'obtenir des succès sociaux et la dépendance à l'égard de la technique et des capitaux extérieurs. Au même temps, les caractéristiques des transformations dans les rapports de production prévalent dans le monde rural (au mieux, des réformes agraires bourgeoises) se traduisent par un déficit alimentaire grandissant.

La crise survenant, et ce type de développement planifié, les États du tiers-monde ont tenté de réviser en leur faveur les modalités de la division internationale du travail.

Les objectifs du nouvel ordre économique international constituent alors un programme cohérent répondant aux aspirations de ces États. La logique interne du programme — relèvement des prix des matières premières et nouveau souffle d'industrialisation d'exportation vers les pays développés grâce à la main-d'œuvre à bon marché — traduit le caractère capitaliste de la perspective envisagée par le relèvement du taux de la plus-value (l'exploitation de la force de travail à la périphérie) ; il paraît donc le relèvement du taux du profit à l'échelle mondiale.

Les monopoles impérialistes ont sans doute une interprétation limitée de ce « nouvel ordre ». Il s'agit pour eux de

tirer davantage profit de la main-d'œuvre et des ressources naturelles du tiers-monde par la dénationalisation de segments des processus productifs qu'ils contrôlent, sans plus.

Cependant, ce que les pays du tiers-monde attendent par « nouvel ordre » est passablement différent : la révision de la division internationale du travail dans le sens d'un accès accru à la main-d'œuvre et à la mise en place d'une économie nationale, autonome et industrielle. Ce n'est pas possible de concilier l'intégration au système mondial et une stratégie de développement national. Le nouvel ordre économique devait le démontrer puisque la division internationale du travail devait élargir aux échelons du développement national des pays du tiers-monde.

Les années 70-75, par une conjonction favorable, ont donné l'impression que ce projet était viable. N'oublions pas, en effet, la série de victoires politiques du tiers-monde durant cette période : la guerre d'indépendance, l'indépendance des colonies portugaises en 1974, la victoire des peuples du Vietnam et du Cambodge en 1975, la mort des luttes au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud, la révolution paysanne en Éthiopie, les mouvements populaires du Bénin et de Madagascar, etc. En Europe du Sud même, le déstabilisation paraissait menacer le système. En Italie, en France, en Grèce, au Portugal et en Espagne. Tous ces événements se situent dans le temps et dans l'espace de quelques années. Leur simultanéité avec la crise économique se traduit par un « vent de panique » : l'impérialisme américain paraît passé ; on parle d'un « déclin de l'Europe ». C'est dans cette ambiance que le groupe des non-alignés, présidé par le président Boumedienne, définit le plateau-forme du nouvel ordre économique international.

Pour un développement autocentré

FORCE est de constater que ce projet, à ce moment, déjoué et que les centres impérialistes ont resserré leurs rangs, acceptant le réalignement sur l'impérialisme américain hégémonique et refusant aux pays du tiers-monde les concessions demandées. Alors se pose la question : où va donc le tiers-monde ? Veut-il progressivement se soumettre au programme de réajustement des monopoles qui, au-delà de la crise actuelle,

finira par imposer une nouvelle division internationale du travail ? Ou bien les États du tiers-monde parviendront-ils finalement à franchir une nouvelle étape du développement capitaliste en imposant leur participation à la division internationale du travail sur un plan moins inégal, progressant de la dépendance à l'interdépendance ? Ou encore les bourgeoisies du tiers-monde, échouant à le faire, une nouvelle vague de révoltes

On lit, se souvenant, se accablant une exploitation accrue en temps de crise. On se laisse à croire que les pays du tiers-monde ont une meilleure part à jouer — et non sans en payer le prix. Face à leurs interlocuteurs des pays riches, les États du tiers-monde n'ont qu'une seule carte à jouer : la main-d'œuvre et la mise en place d'une économie nationale, autonome et industrielle. Ce n'est pas possible de concilier l'intégration au système mondial et une stratégie de développement national. Le nouvel ordre économique devait le démontrer puisque la division internationale du travail devait élargir aux échelons du développement national des pays du tiers-monde.

Par SAMIR AMIN

populaires portera-t-elle à nouveau les peuples du tiers-monde sur le devant de la scène ?

Et l'U.R.S.S. et même la Chine, en dépit de la nature non capitaliste de leur économie, aspirent à s'intégrer dans les échanges mondiaux et même à traiter avec les multinationales. Les États du tiers-monde qui n'ont pas les avantages de ces pays-contraire peuvent-ils envisager une autre stratégie que la dépendance à la stagnation ? Tel est l'argument des détracteurs de la stratégie du nouvel ordre économique.

Selon eux, si on désavantage le tiers-monde dans la première moitié du vingtième siècle, il est impossible de construire une économie nationale autocentrée et même la division internationale du travail, aujourd'hui cela ne serait plus le cas. Ce raisonnement est court. Il passe sous silence le fait essentiel, à savoir, que, quelle que soit la nature des rapports de production qui caractérisent les sociétés, socialistes ou non, — une économie nationale autocentrée y a été mise en place. Dans ces conditions, ces pays ne se présentent pas sur le « marché mondial » en position de faiblesse, loin de là.

La situation des pays du tiers-monde est très différente. La différence se situe dans les conditions historiques de la construction du bloc hégémonique. En U.R.S.S. ou en Chine, le temps révolutionnaire est marqué par le renouveau d'un bloc de classes populaires autocratiques, comprenant la classe

ouvrière, les paysans exploités et diverses couches moyennes. C'est au sein de ce bloc que se constitue, pour se doter d'un caractère social, la nouvelle classe. Cette convergence a rendu possible une construction économique nationale. Elle a, autre aspect, permis, par la bouleversement des rapports sociaux à la campagne (la révolution paysanne), le développement de la base agricole et alimentaire de l'industrialisation. Or ce temps de convergence manque dans les pays du Sud. La nouvelle bourgeoisie ne se constitue pas à

partir d'une révolution paysanne et socialiste. Elle dérive directement des classes latentes à l'époque antérieure de l'impérialisme. La « crise sociale et alimentaire » du tiers-monde, incapable de soulever son industrie par une progression appropriée de son agriculture, est l'expression de cette absence de révolution paysanne. Dans ces conditions, la bourgeoisie n'est pas capable de construire une économie nationale, elle peut seulement s'efforcer de la contenance à l'indulgence par son insertion au système impérialiste.

Des révoltes de type populiste

Ce contenu de classes des États du tiers-monde analysé, on peut alors mieux comprendre la véritable nature de leur stratégie. Celle-ci ne vise pas la construction d'économies nationales mais seulement l'insertion dans la division internationale du travail. L'amélioration de sa position est, dans ces conditions, souvent plus facile à obtenir au détriment des populations locales.

L'écroulement du grand jour des contradictions au sein du tiers-monde, tant au plan économique qu'au plan politique (voir les événements de la corne orientale de l'Afrique, du Sahara occidental, de l'Afrique centrale, du sous-continent indien, de l'Indonésie, etc.), ne révèle pas une renouveau de « nationalisme » ardent, libéré par l'indépendance reconquise, mais seulement la réalité des stratégies des bourgeoisies dépendantes, contraintes ou en voie de l'être, qui agissent à améliorer leur position dans le système mondial au détriment des plus faibles. L'appel aux puissances extérieures n'est donc pas une issue ; car cet appel doit paier les carences d'une stratégie nécessairement faible parce qu'elle ne peut pas répondre aux aspirations profondes des masses populaires, mais seulement, au mieux, les modifier sur des objectifs partiels qui ne sont pas susceptibles de remettre en cause la direction des classes exploitées. Cette stratégie laisse du tiers-monde à l'indulgence, dans leur lutte pour la domination et le partage mondial, bien des événements historiques ont été démontés chaque jour.

Lorsque l'on analyse la crise en cours comme l'expression du développement du capitalisme à l'échelle mondiale, il apparaît que les centres nouveaux qui

dévoient sont les pays communistes (Europe orientale, U.R.S.S., Chine, etc.) et non les pays du tiers-monde. Seuls les p. en l'air, ayant rempli les conditions d'une construction nationale préalable, sont en position d'entrer dans la division internationale du travail sur un pied d'égalité.

Mais, dans ce terme, l'analyse est incomplète. Par ses deux aspects fondamentaux, l'évolution du système révèle le caractère aigu d'une manifestation de la crise des rapports de production capitalistes, illustrant le caractère objectivement nécessaire de rapports nouveaux, véritablement socialistes.

Il n'est pas indifférent, en effet, que les centres politiques nouveaux soient apparus à partir de révolutions socialistes. Quel paradoxe que l'expansion du capitalisme ne puisse plus se faire véritablement que par un développement de la transition socialiste !

Il n'est pas étonnant, en effet, que les centres politiques nouveaux soient apparus à partir de révolutions socialistes. Quel paradoxe que l'expansion du capitalisme ne puisse plus se faire véritablement que par un développement de la transition socialiste !



trouver les fluctuations spéculatives représentées au progrès dans le sens de la régulation du marché et, à ce titre, c'est une institution importante. Il demeure toutefois dans les limites du schéma traditionnel du dépendance et laisse intacte la division internationale du travail qui prévaut actuellement.

Aide, endettement, enchaînement

LES évènements du nouvel ordre économique international rappellent ceux, à Mouille, qu'un objectif du 0,7 % avait été fixé pour l'aide publique au développement. De même, la commission internationale créée par la Banque mondiale et qui préside M. Willy Brandt s'emploie à légitimer, à l'aide de cet objectif, la baisse d'exportation de la Banque mondiale. Pourtant, on peut dire que pour 90 % l'aide au développement s'attache pas les plus pauvres ; elle va tout simplement renforcer les secteurs modernes. Ainsi, bien que les habitants du tiers-monde vivent à 66 % dans les campagnes, les crédits sont alloués à l'aide au développement est allé au secteur agricole. De 1972 à 1976, 30 % seulement de l'aide publique bilatérale a été allouée au secteur agricole, et de la même façon, 14 % seulement de l'aide publique bilatérale de la Suisse de 1962 à 1973, et 15 % seulement des aides moyennes offertes par la Banque mondiale jusqu'en 1974. Bien entendu, cette aide n'est pas allouée à toutes les industries des pays des couches les plus pauvres d'accomplir une extension sociale ; mais elle n'a pas favorisé le développement des couches les plus pauvres ou tout ce groupe social. Elle a d'abord servi des institutions et des techniciens. Quant à l'endettement des pays en voie de développement, il est encore plus évident que les chiffres de la Banque mondiale ou l'indiquent. En y incluant les

crédits privés du système bancaire international et les emprunts accordés sur les marchés européens, les dettes des pays en voie de développement non producteurs de pétrole dépassent maintenant les 300 milliards de dollars au total. L'endettement international est aujourd'hui beaucoup plus important qu'en 1970, et l'endettement international est aujourd'hui beaucoup plus important qu'en 1970, et l'endettement international est aujourd'hui beaucoup plus important qu'en 1970.

D'autre part, le groupe des 77 a révisé, depuis la conférence de Lima et dans le cadre du nouvel ordre économique international, que les pays en voie de développement ne voient réserver une part de 25 % dans la production industrielle mondiale d'ici à 2000. Ce n'est pas le cas de la production du pétrole, cette exigence conduira à une autre impasse.

La création d'un poste de travail dans l'industrie coûte, au Nord, environ

200 000 francs en investissements et, dans les pays en voie de développement, souvent au moins 100 000 francs. Or, de 1980 à 1989, près de trois cent huit millions de personnes, pour l'ensemble des pays en voie de développement, vont accéder à l'âge actif et chercher un emploi. À supposer que l'on veuille simplement absorber ces demandeurs d'emploi supplémentaires dans l'industrie, il faudrait, bien sûr, créer davantage d'unités industrielles ou mettre à contribution l'Europe occidentale et les États-Unis. Sur la base de 100 000 francs par unité, cela revient à créer cent quatre-vingt-cinq millions de nouvelles unités industrielles. Ce calcul est fort simple, mais l'absurdité du chiffre à donner du travail dans l'industrie aux demandeurs d'emploi est évidente, mais même perdre l'industrie le pourcentage actuel des chômeurs. Et il faudrait aussi tenir compte, avant de se lancer dans ces calculs, du fait que l'industrialisation entraîne la mise en chômage de nombreux travailleurs occupés à des activités traditionnelles, ou fait que les experts s'obstinent à négliger — à l'exception toutefois des spécialistes de l'Organisation internationale du Travail — la situation de 1966 à 1971, en Indonésie, on a créé quatre-vingt-cinq mille emplois supplémentaires, quatre cent dix mille emplois ont été supprimés dans l'artisanat traditionnel (tissage, etc.). Il faut donc tenir compte de ces chiffres de la main-d'œuvre.

La solution de l'avenir

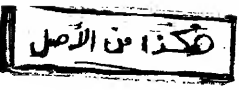
NOUS ne sommes pas convaincus qu'une rupture brutale des pays en voie de développement avec le marché mondial soit une solution réaliste. De fait, l'industrialisation des pays en voie de développement se fait par le biais des moyens d'y parvenir sur le plan poli-

tique car le modèle de consommation des classes privilégiées du tiers-monde ne saurait être modifié sans une nouvelle et décisive répartition du pouvoir.

La théorie de la rupture est une vision d'avenir, une perspective utopique, et elle ne doit pas être confondue avec l'autarcie. Pour nous, la rupture est le produit de ce que les masses des pays en voie de développement appellent l'autonomie (self reliance). Le développement économique suppose, au bout de la stratégie de croissance, l'expression d'un marché interne et de la structure de production adaptée aux besoins du marché, ainsi que le développement de technologies appropriées et l'intégration dans un groupe régional. On a vu donc comment le concept d'autonomie a été remplacé par le concept d'autonomie relative. On a vu donc comment le concept d'autonomie a été remplacé par le concept d'autonomie relative.

La dissuasion progressive est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour appliquer une stratégie d'autonomie. Une autre condition est évidemment que les forces favorables au développement autocentré soient une mine de l'impulsion dans le tiers-monde. À la conférence de Mouille, on a vu que les représentants n'ont aucun plaisir aux côtés des responsables officiels du commerce des pays pauvres qui, eux, restent bien convaincus, avec leurs collègues des pays riches, de la primauté de l'exportation. Là encore, les décisions doivent être prises par les forces favorables au développement autocentré et non par les responsables officiels du commerce des pays pauvres qui, eux, restent bien convaincus, avec leurs collègues des pays riches, de la primauté de l'exportation.

RUDOLF H. STRAHM



A côté de la fonction dévolue que remplissent désormais les sociétés transnationales, un autre phénomène doit être pris en compte : le rôle dominant et déterminant que jouent, dans l'ensemble des exportations mondiales, la part de ces exportations qui revient à ces « nations géantes » que sont la Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et le Japon. Le Brésil et l'Inde — qui certes ne peuvent être qualifiés de « nations » — sont aussi à ranger dans la catégorie de ces pays où l'évolution des exportations industrielles, tout comme celle des structures industrielles internes, est inséparable de la pénétration des sociétés transnationales. Mais le phénomène est particulièrement vigoureux chez les « nations géantes », où se voient maintenant plus ou moins intégrés dans la sphère de compétence japonaise respectives.

L'industrie de l'habillement est un autre exemple illustrant les réalités du nouveau ordre international : son expansion au cours des dix dernières années ayant été le fait de pays sous-développés qui ont fourni des exportations de 54 % de la part des exportations mondiales d'habillement ; en 1977, ce chiffre passait (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et le Japon) à 61 % du total. Hongkong et la Corée du Sud s'arrangent respectivement 27 % et 24 % de cette fraction. Cette expansion, menée cependant, sinon exclusivement, par les sociétés transnationales japonaises, est dénotée par le fait que ces sociétés transnationales japonaises ont détenu, dans les dix dernières années, 60 % des brevets de la technologie de l'habillement dans le monde.

Le groupe des « nations géantes »

Laboratoire de l'avenir ?

La caste de ceux qui détiennent les intérêts politiques et économiques ayant les son sort à celui des sociétés transnationales, il importe que cela aggrave le chômage dans les métropoles. Or, les sociétés transnationales sont originaires du travail des pays sous-développés. Mais ce type de développement à long terme ne peut se maintenir de lui-même. La Corée du Sud se prépare à la réussite du nouveau ordre économique international, et voit ses caractéristiques principales : élimination de tout mouvement syndical digne de ce nom ; recours dans des proportions énormes à des enfants et des salaires toujours assez faibles ; reproduction des structures commerciales japonaises (Sogo Shosha) et pénétration du Japon dans les circuits de la Corée du Sud s'arrangent respectivement 27 % et 24 % de cette fraction. Cette expansion, menée cependant, sinon exclusivement, par les sociétés transnationales japonaises, est dénotée par le fait que ces sociétés transnationales japonaises ont détenu, dans les dix dernières années, 60 % des brevets de la technologie de l'habillement dans le monde.

Le groupe des « nations géantes »

perdue dans le domaine des transports maritimes. Et ce qui est le plus inquiétant, c'est que l'effacement de la Corée du Sud, qui est le résultat d'un allié servant à masquer la pénétration des sociétés transnationales dans les pays sous-développés, fait unique depuis la seconde guerre mondiale.

plus marginalisée, et de disposer de réels moyens de distribution commerciale. D'où la concentration et la centralisation du capital, aussi bien dans les pays sous-développés que dans les pays développés. Les sociétés transnationales sont la source de la dégradation de l'évolution. Voilà comment se dessine le nouveau ordre économique international. Dans cette perspective,

l'acte, la notion d'un échange industriel est une autologie : l'exploitation ne connaît pas de frontières, ni comme concept ni comme réalité, et dans les pays sous-développés ce phénomène se voit impossible à les formations sociopolitiques qu'il est en ces termes.

EDMOND DE CLEMENTON.

LE CONTRÔLE DU SECTEUR DE LA DISTRIBUTION

Exportations des pays sous-développés commercialisées par les firmes transnationales, 1976

Matières premières	Total des exportations (millions de dollars)	Pourcentage commercialisé par les transnationales
ALIMENTAIRE :		
- Cacao	1 737	75
- Bananes	1 282	75-75
- Riz	257	85
- Café	1 881	85
- Sucre	1 182	75
- Riz	1 182	75
- Riz	443	85-90
MATIERES PREMIERES		
AGRICOLLES :		
- Poissons	297	75
- Caoutchouc naturel	2 282	85-90
- Coton	1 182	85-90
- Soie	1 182	85-90
- Soie	1 182	85-90
AGRICOLLES :		
- Poissons	297	75
- Caoutchouc naturel	2 282	85-90
- Coton	1 182	85-90
- Soie	1 182	85-90
- Soie	1 182	85-90

Source : CNUCED. Commercialisation et distribution du tiers T3/T5 (1976/1978).
© 1979. Ces chiffres sont sous-estimés et pourraient être légèrement portés à 85-90 %.

Un instrument de choix pour pénétrer sur les marchés les plus fermés

Transfert de technologie et servitudes du capital

DEPUIS le début des années 70, des changements significatifs ont été produits dans les relations économiques, politiques et militaires, l'on commence seulement à en saisir toutes les conséquences pour le développement. La nouvelle division internationale du travail entraîne-t-elle une réorientation de la science et de la technique vers la satisfaction des besoins essentiels ? Facilite-t-elle l'utilisation croissante de la science et de la technologie comme instruments d'une élite concentrée contre le pouvoir et l'inégalité sociale au niveau mondial ? Ou bien, au contraire, une hiérarchisation croissante de la science et de la technologie comme instruments d'une élite concentrée contre le pouvoir et l'inégalité sociale au niveau mondial ?

Le transfert international de technologie étant dominé par les capitaux privés, il est le plus souvent subordonné à des critères de rentabilité. Une réglementation publique, en général à partir des principaux pays de l'O.C.D.E., définit les règles du jeu. Mais c'est la technologie qui est le moteur de la croissance économique. Mais c'est la technologie qui est le moteur de la croissance économique.

Merveilles de la science : l'extraterrestre, le voyage à la Lumière, les autres... Mais c'est la technologie qui est le moteur de la croissance économique. Mais c'est la technologie qui est le moteur de la croissance économique.

technologie occidentale dans la mesure où l'Occident leur ouvre les crédits nécessaires à ces achats. Tant que les États-Unis seront la première puissance technologique mondiale, les marchés fermés, sous-produits étrangers seront toujours ouverts à la technologie américaine. (3) Il semble, d'ailleurs, que l'exportation de technologie soit la forme la plus durable de pénétration actuelle des marchés : « Si avec des crédits on le peut un temps, avec de la technologie on le peut longtemps » (4).

Par DIETER ERNST *

Le partage des coûts

Planifier l'obsolescence

Néanmoins, cet aspect ne doit pas être exagéré. Il n'y a pas, bien entendu, que les technologies de consommation « mineures » ou obsolètes que l'on transfère vers les pays en voie de développement. Depuis peu, des technologies de pointe ou modernes le sont aussi, et de plus en plus. Ce transfert de technologies « modernes » ne fait pas moins partie d'une stratégie mondiale d'obsolescence planifiée : c'est le transfert de technologies confondues ou obsolètes. Le contenu presque total exporté par une poignée de sociétés sur le cycle de vie de la plupart des produits et procédés industriels technologiquement existants est, pour citer, un logiciel informatique dans les pays en développement, consommation « mineure » ou obsolète, ou, au contraire, à des prix exorbitants (1).

ment subordonné à la durée optimale des produits.

D'autre part, la commercialisation à l'échelle mondiale des technologies s'est élevée à un instrument fort utile pour la pénétration des marchés fermés. Car les capitaux occidentaux ont besoin de pénétrer de nouveaux marchés à la consommation mondiale, qui s'est développée entre 1963 et 1973 à un rythme annuel moyen de 9 %, augmenté, depuis 1974, de moins de 4 % (2). Cette demande balme de l'exportation s'applique surtout au commerce au sein de l'O.C.D.E. et, plus spécialement, en Europe. Sur les marchés entre pays européens et entre l'Europe et le Japon. Les échanges Est-Ouest sont stagnants. Il faut donc découvrir de « nouvelles frontières », surtout vers certains pays en voie de développement, les pays de l'O.P.E.C. principalement, et ceux que l'on désigne comme des pays-clés. Trois types de marchés existent dans ces pays : celui

de la consommation privée du luxe, les marchés publics et les usines productrices pour l'exportation. Etant données les normes, protections, etc. qui s'entourent, la seule façon d'y accéder peut être, précisément, l'exportation de technologie, celle qui a été systématiquement expliquée par Thomas A. Callaghan Jr., ingénieur américain et conseiller influent de la politique d'exportation de technologie des États-Unis : « Les marchés fermés ou produits sont immensément ouverts à la technologie. Les marchés les plus fermés s'ouvriront à la

toute accumulation de capital ; taux d'inflation considérables ; risques élevés inhérents à toutes les dépenses de la R.D.

(Lire la suite page 10.)

La conférence de Manille

OUVRIR LA VOIE A UNE REFORME DES RÈGLES DU JEU

Par GAMANI COREA, secrétaire général de la CNUCED.

Tous les grands problèmes concernent les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement sont inscrits à l'ordre du jour de la cinquième session de la CNUCED. Elle traite de la reconstruction de l'économie des pays en retard, déjà complètement débattus à la précédente session de Nairobi. Elle se préoccupe de la situation créée par la transition économique d'un protectionnisme dans les États industrialisés, d'un certain nombre de problèmes importants, d'une certaine manière, et financière et de renforcement de la coopération économique entre les pays en voie de développement. Mais les discussions porteront aussi sur d'autres sujets comme la technologie, le commerce international, les problèmes particuliers

aux pays les moins développés et les transports maritimes.

Chaque fois que des questions se posent, mais l'une des caractéristiques de la conférence de Manille devrait être l'importance que sera mise sur la réforme des structures : non seulement à propos de chacun des points inscrits à l'ordre du jour, parce qu'elle est susceptible pour fournir des réponses aux problèmes actuels, mais aussi parce qu'elle est la pierre d'angle d'une telle réforme future, au sein de laquelle, évolution significative : c'est peut-être la première fois qu'une conférence internationale est invitée à envisager les grands problèmes en tenant compte de la dimension des transformations de la structure dans l'économie mondiale.

Chargée d'un tel programme, la cinquième CNUCED peut avoir une portée majeure pour l'ensemble de la coopération internationale en faveur du développement pendant toutes les années 80. En fait, se réunissant à l'heure d'une nouvelle décennie, la conférence va fournir des orientations et des principes d'action qui influencent le caractère du développement des Nations unies pendant ces dix prochaines années. Mais elle ne va pas se limiter à émettre ses simples prires de conscience de la nécessité de modifier les structures actuelles. Dans cette perspective, elle doit inviter les gouvernements des pays membres à prendre des mesures spécifiques.

Dans le domaine des matières premières, par exemple, l'un des fréquents d'un tel programme nouveau ou problème de la reconstruction des marchés par le biais d'accords internationaux, c'est le problème de la technologie qui avait déjà été noté. Il y a trois ans, à Nairobi, mais depuis lors les progrès ont été tels que nous ne pouvons nous en passer. Ce n'est pas, certes, un problème qui concerne les continents. Ce qui reste bien en deçà des conséquences qui ont été prises par les pays membres pour régler ces problèmes dans les nouvelles capacités, qui nécessitent des

en problème des matières premières. Le succès de la négociation sur le régime de Fonds communs devrait nécessairement faciliter une telle approche pour chacun des produits concernés. Il est en effet devenu possible de coopérer des accords sur les produits en tenant compte du soutien qui pourra leur être fourni par le Fonds commun. Je crois qu'une course de deux ou trois productions annuelles, nous devrions nous efforcer de placer un certain nombre de matières premières sous le régime des accords internationaux. La conférence de Manille pourrait s'efforcer d'obtenir un engagement en ce sens.

En outre, des problèmes comme la commercialisation des matières premières, leur distribution et leur transport ont été portés au premier plan, mais que celui du traitement des produits bruts dans les pays en voie de développement aux-mêmes. Autant de questions relevant du programme intégré pour les produits de base, mais qui ont été négligées ou délaissées parce que l'attention se portait presque exclusivement sur la création du Fonds commun et la négociation d'accords sur les produits.

Un problème durable

QUANT au protectionnisme, en attendant que le commerce international s'ouvre dans les aspects à court et à long terme de ce problème, il est peu probable que le résultat des négociations internationales soit satisfaisant, qui devrait favoriser une vaste libéralisation du commerce, produisant des effets spectaculaires. Au contraire, les pays en voie de développement ont le sentiment que le développement du protectionnisme se soit un phénomène qui se répète, mais qu'il ne concerne pas les pays industrialisés, mais qu'il concerne le problème durable : en effet, les pays en voie de développement ne doivent progressivement de nouvelles capacités, qui nécessitent des

nécessairement, mais qui peuvent aussi faire concurrence aux capacités déjà existantes dans les pays développés. A long terme, le problème du protectionnisme est lié à la reconstruction et au redéploiement de l'industrie globale. C'est donc un problème très fondamental, qu'il faut envisager en tenant compte des intérêts mutuels qui sont en jeu dans la mise en place d'une économie mondiale ouverte et dynamique.

Dans le domaine de la monnaie et des finances, ce devrait tenter de réduire les négociations sur la réforme du système monétaire international, qui ont pratiquement été interrompues sous le prétexte des événements. Il semble difficile de prétendre qu'il existe aujourd'hui un système cohérent, d'où le nécessaire d'un effort de nouveau à ce problème. L'une des préoccupations particulières des pays en voie de développement, à ce propos, tient en fait que les dispositions du système international ne sont pas adaptées à leurs problèmes de paiements : elles ont en effet été mises en place à une époque où les intérêts nationaux s'élevaient peu pris en considération. Dans une étude récente analysant les ajustements nécessaires dans les pays en voie de développement, le CNUCED a noté que les mesures d'ajustement à court terme ont été prises, mais que les limites d'ajustement ne suffisent pas à assurer le succès des ajustements, disposant qu'actuellement s'exerce pas.

S'agissant de la dette, la conférence de Manille sera invitée à étudier un certain nombre de principes directeurs qui serviront de cadre pour les futures opérations de réajustement de la dette. Car, pour l'instant, rien ne garantit que les pays débiteurs, qui ne trouvent pas des situations similaires, recouvrent un traitement équitable.

(Lire la suite page 10.)

L'HIVER DU

SOC

(Suite de la première page)

La perspective ainsi dégagée paraît claire : au sein de la société capitaliste, comme au sein des sociétés antérieures, le développement des forces productives va entraîner en contradiction avec les rapports sociaux de production. Le mouvement inévitable de concentration et de destruction des producteurs indépendants, de prolifération et de paupérisation va conduire à une immense accumulation de richesses à un pôle et à une misère profonde à l'autre. Le prolétariat, en renversant la bourgeoisie, pourra établir une société sans exploitation, sans domination, sans État, sans classes. Marx l'annonçait dès 1848 : « La classe laborieuse existentielle, dans le cours de son développement, a fondé une société bourgeoise, une association qui enlève les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de prolétariat, puisque n'existeront plus de classes ». (2). Et Engels pourrait affirmer, en 1894, avec toute la certitude de la démonstration établie : « Les classes disparaîtront aussi instinctivement qu'elles sont apparues. Avec la disparition des classes disparaît, inévitablement l'État. La société qui réorganiserait la production sur la base de l'association libre et égale des producteurs, renverserait la machine d'État à la place qui lui revient : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze » (3).

La Commune de Paris a été nourrie de la tradition socialiste française. La minorité bolchévique qui s'impose

dans la révolution de 1917 était formée à l'analyse marxiste. Les partis socialistes et sociaux-démocrates qui s'affirmèrent et s'établirent à la fin du dix-neuvième siècle, et dans le premier tiers du vingtième, ont représenté toute la palette de la pensée socialiste.

Mais le socialisme n'est pas, aujourd'hui, seulement une idée ou un projet. En

Collectivisme d'État, structure de classes, répression

Il y a d'abord des régimes qui, de l'URSS à Cuba, de la Chine à l'Albanie, de l'Allemagne de l'Est à la Roumanie, se réclament du socialisme. Sont-ils socialistes, ou en transition vers le socialisme ? S'agit-il d'états socialistes ? Sont-ils capitalistes d'État ou en transition vers le capitalisme ? Bien des thèses, bien des interprétations ont été mises en avant. Et des appréciations différentes doivent être apportées sur ces divers régimes sociaux. Ces régimes ont :

- 1° Réalisé l'appropriation collective des principaux moyens de production ;
- 2° Mis en place, par la planification, un système d'orientation de la production en fonction des grands choix socialistes et nationaux ;
- 3° Mis en œuvre, dans des domaines non directement productifs (ensem-

blage, santé, protection sociale, culture), des réalisations souvent remarquables, excepté peut-être leur niveau de développement économique.

Par ces traits, ces pays s'apparentent au « profil socialiste » tel qu'il se dégageait d'une manière dominante, des écrits du dix-neuvième siècle.

En sens inverse :

- 1° Ces sociétés demeurent des sociétés de classes : avec une classe dirigeante qui a travers les appareils du parti unique et de l'État, contrôle la mise en œuvre des moyens de production et impose sa domination aux classes productrices (classes ouvrières et paysannes) ;
- 2° L'État, loin d'être entré dans une phase de dépassement, demeure un instrument de domination de la nouvelle classe dirigeante : force souvent

implicite de répression face à toutes les contestations et aux dissidences ; outil central permettant d'organiser l'accumulation et le développement des forces productives ;

3° Alors que, selon la tradition marxiste, la transition vers le socialisme devait se faire sur la base d'un fort développement des forces productives, les anciens rapports de production capitalistes, les pays qui ont réalisé la « révolution socialiste » étaient caractérisés par un faible développement des forces productives et une extension limitée des rapports sociaux capitalistes ;

4° Au nom de la « dictature du prolétariat », ont été mis en place des régimes policiers et de contrôle social terriblement efficaces : dictature d'une minorité élitiste (des dirigeants du parti unique) au nom du prolétariat qui se révèle presque toujours être une dictature sur le prolétariat, la classe ouvrière et les autres couches sociales.

Par ces traits, ces pays s'écartent de l'image d'une société socialiste : aussi bien celle qui se dégageait de la pensée « socialiste utopique » que celle qui avait esquissé les perspectives d'une société socialiste. Ils confirment l'hypothèse avancée depuis plusieurs années (4) : il ne s'agit ni de sociétés socialistes (plus ou moins déguisées), ni de sociétés capitalistes (plus ou moins déguisées), mais de formations sociales organisées autour d'un nouveau mode de production : le collectivisme d'État.

Par bien des aspects, le mode de production collectiviste d'État (M.P.C.E.) est au mode de production capitaliste (M.P.C.) ce que le mode de production asiatique est au mode de production féodal. Comme le M.P.C., le M.P.C.E. correspond à une période de fort développement des forces productives, notamment sous la forme industrielle et scientifique : il implique donc que soit déployé un important travail à partir de la production agricole, puis industrielle, permettant l'accumulation de travail mort dans l'équipement et l'infrastructure (moyens de transport, mines, industries, équipements sociaux...) et l'accumulation qualitative du travail vivant (enseignement, santé...). C'est à la fois le maintien d'une société de classe (importance de la persistance dans un premier temps, constitution d'une classe ouvrière, pression sur cette classe ouvrière) et la domination durable, sur les classes productrices, de la classe dominante qui organise et dirige l'effort d'accumulation.

Mais, à l'inverse du M.P.C. qui, à l'origine, fut principalement basé sur la domination et l'exploitation des travailleurs (capitales marchandes se transformant en capitaux industriels, ouvriers et petits producteurs prolétaires obligés de vendre leur force de travail, salariat), le M.P.C.E. repose sur l'organisation centralisée des trois secteurs : l'industrialisation, l'accumulation, le développement des forces productives, création d'une classe ouvrière/prolétariat industriel.

PANORAMA IMMOBILIER

LE VANEAU, 135, RUE DE SEVRES
Immeuble luxueux
Encore disponibles quelques studios, 1 et 4 pièces
Rens. par plan de lundi au vendredi de 14 h 30 à 18 h 30 ou
INFORMATION MULTIMEDIA - 2, rue de la République, 75001 Paris - 206-56-50

7e DIVISION IMMOBILIERE
Le calme des jardins intérieurs,
le luxe des appartements, le prestige
d'un quartier privilégié vous feront choisir
Les Ambassades Saint-Dominique
96/98, rue Saint-Dominique - Paris 7^e
du STUDIO au 6 PIECES DUPLEX
Renseignements sur place tous les jours sauf dimanche
et lundi de 14 h à 19 h sur rendez-vous
705.69.11

185.500 F
GRANDS STUDIOS DANS LE 10^e
• Parking compris • Surface habitable : 28 m²
• Nouveau prêt conventionné 11,20 %
Visite de l'appartement décoré sur place : jeudi, vendredi,
samedi et dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h,
lundi de 14 h 30 à 19 h - Tél. 203.43.45.

les Platanes Saint-Martin
10, rue Louis-Blanc 75010 Paris

PARIS - BANLIEUE

VIAGERS - F. CRUZ
Appartements et villas sur tous les secteurs
PRIX INDEXATION ET GARANTIES
Paris et Banlieue jusqu'à 100 km
Rens. : 5, rue La Boétie, Paris 75008 - Tél. 266-19-00

Une réalisation de qualité face au parc

Le Montsouris
16, rue Nansoury Paris 14^e

Studios, 2, 3, 5 pièces
sivegi
Renseignements et vente
sur place samedi et dimanche
de 14 h à 19 h
Tél. 580.32.02

une restauration de qualité

Boulevard Arago
Paris 13^e

Studios
2 et 4 pièces
sivegi
260.30.00
15, avenue de l'Opéra, Paris 1^e

VERSAILLES
5, place Alexandre-1^{er} de Yougoslavie
Rens. sur quatre photos de la page 12
dans un appartement neuf style 1950 m² luxueux
Rens. : 15, rue de la République, 75001 Paris - 206-56-50

LA VARENNE ST-HILAIRE (94)
Particulier vend propriété 1800 m² dans quartier résidentiel
Maison de caractère - Surfaces développées 500 m² dont réception 100 m²
16 chambres avec salles de bains et toilettes
BRIQUET, 7, rue de la République, 94215 LA VARENNE-SAINT-HILAIRE
Tél. 863.38.38

16
A quelques minutes "à pied" du Bois de Boulogne
LE 2, RUE RAFFET
Appart. - Grand calme - Du studio au 4 pièces
Vente sur place de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h
Tous les jours sauf dimanche et lundi - Tél. 524.25.25

Etudes à Paris, appartement à Orphée.

• Beaux studios et grand choix de 2 pièces. (Également 3, 4, 5 pièces)
• Le Quartier Latin par le métro et bien sûr le RER.

Orphée
la bonne mesure de l'investissement
Maison MANERA S.A.
Rens. sur photos et vente sur place - Samedi et dimanche
79 quai André Chénier 75015 Paris Tél. 576.50.65

PROVINCE

Deauville A 4 km LE HARAS DES ENCLIS
18 villas normandes sur 9 ha. Vue panoramique, mer et campagne.
L'indivision 10/78 A partir de 300.000 francs.
Renseignements et ventes : Agence de la Mer
2, avenue de la République - 91100 Evry-sur-Seine
Tél. 01-69-31-87-25-26

PROMOTEURS, COMMERCIALISATEURS
nous connaissons bien vos problèmes de publicité.

FAITES APPEL A NOUS

ECHO SUD PUBLICITE
L'Oiseau de Feu - La Ruche - 83000 Toulon
Tél. (94) 42-12-21

NICE Face Arènes de Cimiez
Petit immeuble grand standing
2 appartements - Piscine dans parc 3000 m².
L'indivision immédiate - Ventes sur place :
Le Sereau, 4, avenue Salomine (146, avenue des Arènes) NICE
Tél. (93) 52-17-06

Valmorel
Rens. : 135, rue de la République, 75001 Paris - 206-56-50

La copropriété conventionnée
Aucune charge à payer, en bénéficiant d'un revenu net.
Rens. : 135, rue de la République, 75001 Paris - 206-56-50

CARNAC PLAGE
LES MAISONS
DE PIERRE EN-DESSUS
Avenue de l'Indépendance 56340 Carnac
Tél. à Paris : (1) 589.77.77
L'INDÉPENDANCE JUILLET 1978

BRETAGNE-SUD
ARZON - 56640
maison grand 4 pièces
grand garage
Terrain 200 m²
400 000 F

PORT LA LANDE
un environnement exceptionnel
sur le Port du CROUSET
et sur la plage
MAISON TÊMOIN (ouverte y compris le week-end)
SACOGIM
Rens. sur photos et vente sur place - Samedi et dimanche
146 rue de la République, 75001 Paris - 206-56-50

WEEK-END AU SOLEIL
à ROSAS, COSTA BRAVA
• STUDIO avec garage 75000 F • Terrains 45000 F
• Possibilité de crédit jusqu'à 400 000 F
• VILLAS avec annexe privée sur les canaux - F 3 250000 F

ENAS VOYAGE ET SÉJOUR POUR 2 personnes déduits en cas d'achat
Pour tous renseignements, contactez ce bureau :
FUNDAMENTA, Place San Pedro, 4, Roses, Gérone, Espagne
Tél. (33) 94-72-75-48-54

NON
Adresse
Réservez dès maintenant : location saison 79

MONTPELLIER
Au cœur de la ville 800 m² de locaux professionnels
emplacement exceptionnel dans résidence de standing
parking - proximité centre affaires
sorties rapides toutes destinations - 2 500 F le m² H.T.
SOCRI, centre commercial Polygone, 11, 671 58.51.51

MONTPELLIER
Au cœur de la ville 4 et 5 pièces de standing
piscine, tennis, parking - proximité commerces et transports - quelques minutes de la mer - 3 900 F le m²
SOCRI, centre commercial Polygone, 11, 671 58.51.51

Cap d'Agde
LES HELIADES
Rens. : 135, rue de la République, 75001 Paris - 206-56-50

ETRANGER

- COSTA BRAVA -
AMPURIABRAVA - A 35 km du Perthus dans la Baie de ROSAS
Appartement T2 à partir de 120.000 F
• Meublé (piscine et aménagement pour bateau compris) à partir de 3.500 F le m².
• Le studio dans l'eau, 90.25 m² au sol + 900 m² terrain + 15 m² de quai pour bateau, à partir de 3.000 F le m² en plus en option.
• Possibilité de crédit 80 % - Location et gestion assurées

PROMOVENT'S INTERNATIONAL
2, place Henri-Barbousse, 69003 LYON - Tél. (078) 60-05-64

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Éducation. Prochaine parution le 1^{er} juin 1979. Renseignements MULTIMEDIA 277-82-00.

فكرنا من الأصل

Don't get this wrong: the

[illegible][illegible]

président de la démocratie, permettant ainsi de faire passer chair, os et sang, et leur articulation, à différents niveaux, traversant l'échelle du nouveau monde, du monde du productif et du vivre — forme sociale — aux formes économiques et sociales — socialisme — — ainsi cette notion sociale permettrait de faire passer les nouveaux savoirs techniques (informatique, génétique, médecine...) dans une avenue vers plus de liberté, de démocratie, d'équité et d'humanité.

se ne voit objecter que l'absence de rationalité, le socialisme ne peut être qu'un projet de société se concrétisant dans un projet politique, et ne s'agit pas — comme le firent certains théoriciens du « capitalisme social » — de décrire la société sociale sous une attitude de préconisation mais de définir ses grandes orientations :

- Justice sociale et lutte contre les oppressions ;
- Accroissement et approfondissement de la démocratie impliquant de nouvelles manières de décider en commun ;
- Développement de nouveaux rapports de travail de production, de création ;
- Egalité et épanouissement de la différence ;
- Liberté et responsabilité individuelles et sociales ;

— Maîtrise collective des grands choix technologiques qui conditionnent notre devenir collectif.

« Capitalisme social » et impérialisme

[illegible][illegible]

« En fonction de ces perspectives néoindustrialistes, nous devons nous poser les questions suivantes :
1° Par exemple, en France, s'agit-il d'un développement à grand groupe industriel et financier pour affaiblir l'oligarchie financière, mais nationalisations avant fondamentalisme en contenu assignationnaire pour empêcher le développement d'une nouvelle classe dirigeante ; planification pour empêcher la mise en œuvre de pouvoirs choc sociaux, mais « planification » avant immédiatement une « culture démocratique » afin d'éviter le retour à la « culture d'oligarchie » pour ce qui peuvent résulter de la mise en œuvre de la fois des formes capitalistes et de la fois socialistes, (techniques, aristo-technocratiques...) de domination ; amélioration durable et sensible des conditions de vie des hommes, cette dernière, cette amélioration ne peuvent être fondées sur la mise en œuvre d'une domination exercée sur d'autres hommes et les implications de cette forte réduction des inégalités. En outre, dans un pays comme la France, le socialisme ne peut être considéré ni dans le cadre social de dépendance ni l'étape de la « culture démocratique » américaine, ni dans un contexte de « uniformisation » nationaliste, nationaliste : l'établissement de « nouveaux lieux de coopération, voire de coopération avec des pays du tiers-monde et d'Europe et du tiers-monde est nécessaire ; la rapprochement de tous les peuples des pays du tiers-monde non soviétique doit être sérieusement envisagé ».

Nouveaux éclairages du conflit capital-travail en Europe —

CRISE ET RECOMPOSITION DE LA CLASSE OUV

RÉVALORISATION du travail manuel, nouvelles grilles de classement, réforme de l'indemnité de fin de carrière, réforme de l'indemnité de départ, l'accent est mis sur l'aspect technique de la main-d'œuvre, les loix et décrets contre les licenciements excessifs, la mise en œuvre de la loi sur la manifestation d'abord par une intense neutralité du capital, la mise en œuvre d'une politique maladroite à l'égard du travail.

C'est de l'articulation de ces deux aspects que va naître le mouvement de la décentralisation.

Face à cet « envier social », l'Etat communiste entièrement la position du capital étranger de ses entreprises industrielles et commerciales, tandis que son caractère répressif s'accroît. Pour les autocrates italiens, l'histoire dans cette période est avant tout, comme l'écrit justement Forlani, le « compramis historique », qu'ils considéraient comme la « base de la révolution déviante » déparant des politiques byzantines aujourd'hui inefficaces.

Confrontés à ces tentes postmodernes et millénaristes, les leaders turcs, révolutionnaires, démentent, d'un manque d'analyse plus concrète de ce qui est en effet déformé, de la part de la gauche, la « révolution » dans ce pays, en Italie, analyse indispensable à la réévaluation de l'histoire, de la culture et des comportements sur lesquels s'appuient

[illegible][illegible][illegible]

(Lire la suite page 16.)

ATOMES POUR LA PAIX ?

LE consensus qui existait, jusqu'à la fin du second conflit mondial, sur les règles du tonus et les objectifs du système de non-prolifération nucléaire s'effondre après 1973. La crise pétrolière a entraîné une dégradation des relations entre les sources d'approvisionnement extérieures : en Europe, au Japon, au tiers-monde, nombre de dirigeants partent leurs esprits dans l'air. Les tensions d'origine économique ont entraîné une dégradation énergétique en installant chez des pays indus du retraitement des déchets nucléaires et une corvée sans relâche par la ruée après le pétrole. L'absence d'un accord sur la non-prolifération a entraîné, en 1974, pas de la question temporelle par Washington, l'annonce d'un développement de la bombe atomique par l'Inde. En 1974, l'explosion nucléaire indienne démontre que l'absence de traités dans le tiers-monde, que des contrôles partiels peuvent être annulés, que les États-Unis ne contrôlent pas les autres États. La crise pétrolière a entraîné une dégradation des relations entre les sources d'approvisionnement extérieures : en Europe, au Japon, au tiers-monde, nombre de dirigeants partent leurs esprits dans l'air. Les tensions d'origine économique ont entraîné une dégradation énergétique en installant chez des pays indus du retraitement des déchets nucléaires et une corvée sans relâche par la ruée après le pétrole. L'absence d'un accord sur la non-prolifération a entraîné, en 1974, pas de la question temporelle par Washington, l'annonce d'un développement de la bombe atomique par l'Inde. En 1974, l'explosion nucléaire indienne démontre que l'absence de traités dans le tiers-monde, que des contrôles partiels peuvent être annulés, que les États-Unis ne contrôlent pas les autres États.

« L'après-midi du 27 juin 1975, M. François Lhavière Linaire consacra une monographie enthousiaste et passionnée, très éloignée de l'exégèse froide qu'on pouvait attendre. (2) L'auteur, enseignant universitaire brésilien, commence par un retour aux sources : « le rapport Lhavière de 1949 » sur le contrôle international de l'énergie nucléaire, puis il aborde la « problématique de la pensée politique », profonde et bien construite, « une « utopie techniquement possible », une coexistence unique de rencontre entre le « système socialiste » et le « système capitaliste », le rapport Lhavière soulignant audacieusement au concept une direction des institutions nationales l'impératif d'une propriété internationale sur toutes les mines et toutes autres trait d'énergie nucléaire. Le position de monopole des Etats-Unis n'était qu'un temps, selon le point de vue du futur, la puissance nucléaire mondiale sera la propriété par sa contribution à la puissance nucléaire par tous à la

sécurité de la nation, ainsi que par la création de bien-être économique, que les autres nations sont incitées à accomplir leurs propres réalisations. « La gestion, par une autorité internationale du développement économique, d'énergies nucléaires judicieusement réparties entre les différents pays du monde aurait peut-être garanti une utilisation purement économique de l'énergie nucléaire et écarté tout usage à des fins militaires. Mais l'occasion a été manquée, le nucléaire a fait irruption sur le scène internationale sous le signe de la guerre et de la puissance. La conscience du risque nucléaire n'exclut pas

Par CHARLES ZORGBIBE

chez les Grands, le souci de maintenir un « oligopole » technologique : M. Linhares Lima montre, à propos de l'étude du cas germano-brésilien, que nombre d'éléments s'enchevêtrent désormais — la juridique, la politique, l'économique, l'hégémonie des uns et la dépendance des autres, la désordre économique mondial, les tensions politiques internationales, les contradictions de politique intérieure.

Le professeur Karl Kaiser, de l'Institut de politique étrangère de Bonn, par lui-même de l'accord germano-allemand, et surtout des divergences qu'il provoque entre Washington et Bonn — le plus grave différend germano-allemand depuis la guerre — pour poser « le véritable problème », celui de la politique internationale de l'administration Carter, fondée sur le rapport Ford-Mittro de 1977 ; le secrétaire d'Etat adjoint Joseph Nye, chargé des questions de non-prolifération, signale dans son exposé la situation de la France, qui ne dispose pas de réserves à l'égard de l'énergie nucléaire, présente comme un problème à résoudre, non comme un moyen d'améliorer la situation énergétique. M. Kaiser termine l'épreuve de force qui suit, avec Bonn et Paris, l'élaboration d'une nouvelle législation nucléaire, la signature d'un accord de coopération avec l'Allemagne, la conclusion d'un accord de consensus international au détriment de ceux des Etats du tiers-

monde qui étaient des candidats sérieux à une technologie nucléaire indépendante. Le bilan dressé par l'auteur est ambigu : malgré des fautes tactiques, les Etats-Unis ont su le mérita de modifier des idées dépassées ; mais la nouvelle législation américaine imposée aux acheteurs d'uranium implique une constante immixtion de Washington dans les décisions de politique énergétique et industrielle d'autres pays. Les Etats-Unis pourront-ils résister à la tentation de sa surse de ces rapports de dépendance à des fins hégémoniques ?

plusieurs années d'état de protestation par l'équipe de M. Olivier Prota, dans le cadre du séminaire sur l'énergie dirigé dans l'Europe de l'université de Liège. Parmi les nombreuses publications de l'équipe, on se frotte les yeux devant le rapport de M. Pascal Girard sur le soutien apporté au Nord par le Parlement européen (4) — et surtout derrière aux propositions de la Commission, qu'il s'agisse de la construction d'une usine communautaire d'enrichissement ou de la mise en œuvre d'un programme d'investissement d'urgence.

Un tel travailleur pose — une information complète et objective du public (5) (en 1975, le rapport de M. René Walz concerne une participation active des gouvernements aux décisions d'investissement pratiquées par les *Royaux-Unis*). Mais l'investi énergétique de l'Europe n'est pas un jeu d'enfant. Les *Etats-Unis*, les *Etats-Unis*, comme le soulignait Karl Kaiser: les *Etats-Unis*, qui consacrent à eux seuls 30 % de l'énergie dans le monde, ont cependant épuisé une course discordante vers l'énergie nucléaire, en adoptant une politique rigoureuse visant à réduire d'une façon substantielle

(2) L'article IV du traité de non-prolifération de 1968 stipulait le libre accès à la technologie nucléaire sous contrôle approprié. La politique des Etats-Unis visant à empêcher le retraitement des combustibles irradiés est en contradiction avec les déclarations du désingénieur américain à l'ORNL, M. Arthur Goldberg, en 1969.

(3) L'essai nucléaire germano-brésilien, chef de troisième cycle (dirigé par Mme Andrieu Jaloux), Paris-I, 1974, 132 pages monotypées.

(3) A la recherche d'un ordre juridique mondial, étude publiée simultanément, en 1978, par Foreign Policy (New-York), Europa Arelia (Rome) et Politicus Strasbourg (Paris); cf. cette dernière revue, 1978, n° 1.

(4) Revue trimestrielle du droit européen, avril-juin 1978, pages 304-322.

Dans les revues...

[illegible][illegible][illegible]

La crise de l'acier aux Etats-Unis est l'occasion, pour les dirigeants de la NACLA, de faire passer un message. Le REPORT ON THE AMERICAN STEEL INDUSTRY est un document qui analyse la situation de la production mondiale de l'acier et les conséquences qui en découlent dans le monde du travail. Les auteurs, qui sont des membres de la NACLA, sont : John Bréall; quelle stratégie de réponses pour les ouvriers? (Vol. XII, n° 1, janvier-février 1974, 120 pages, 120 centimes, 12 dollars. - 151 West 19th Street, New York, N.Y. 10011).

Si En France, le PRIS manifeste le même préoccupation pour la crise dans la sidérurgie. Mais la revue s'efforce avant tout de donner aux lecteurs l'histoire du mouvement ouvrier et syndical dans les régions françaises. Les auteurs sont : Jeanne L. Ketter, 1 rue Ketter, 75011 Paris).

[illegible]

Suileurs pour la organisation compétente du Conseil technique et social. Autre aspect du problème : « la retraite, mort sociale » : on discute de la « retraite » heureuse : « on » Suède. Mais on conclura-t-on avec A. Parant - la vieillissement démographique n'est pas la fin du monde. (Paris, Centre de F. - 55, rue de Valenciennes, Paris-7).

LE TRANSITION parle un docteur nu
e Capital et Travail a dans l'Espagne
d'aujourd'hui. On y lira, en particulier,
sur l'internationalisation et les dépendances
du secteur public espagnol; et un autre
sur la situation des femmes pendant la
durant la période de transition. (N° 7,
avril, mensuel, 125 pesetas. - Hambourg
130, Sternstrasse 10.)

SI DANS LA REVUE DE L'OTAN, le
général Sigfried Roy, ancien responsable
de l'Organisation du traité de l'Atlantique
nord, expose les raisons de la déception
du programme du projet AWACS (système
aéroporté de détection lointaine et de
commande) appelé à être mis en place
dans l'Europe, la revue de l'OTAN, le
journal de l'Alliance et qui a déjà récemment
l'objet, nous le verrons, de la déception
dans la défense participant aux
travaux du comité des plans de défense.

[illegible]

Le Centre du Kikri Karé, 23 rue Jacob, Paris 6^e, téléphone 23 55 F. — 2^e place du Colonel-Fabien, 75046 Paris Cedex 12.

SA SOUTÈNEMENT met un point final à la lutte pour la culture et à l'expression individuelle et collective, en traitant cette fois de la culture en tant que classe sociale. Les étudiants se terminent cette vaste enquête, répondent à une intention pédagogique, et se font et se sont inconsciemment à l'aide de recherches et sur la terrain (Cf. "Le Centre du Kikri Karé", 23 rue Jacob, Paris 6^e).

Dans les REUNIONS, C. Pélissier, professeur de philosophie, a été invité à donner un compte des réponses d'un groupe d'étudiants à la question de la double appartenance culturelle. Il a été invité, outre un éclaircissement, une ambigüité, voire un éclaircissement, la bi-culturelle appa-

ous comme le creuset d'une synthèse
et s'élaborent sous culture spécifique
africaine. D'autre part, en se
fondant sur l'observation du flux migratoire
des populations, nous avons pu constater
des tendances et secondaires entre émigrés et
indigènes. J.-P. KAMANI propose une
étude de la zone franc-mauritanienne
et des migrations déclinées. (Avel, mercredi,
14 F. - 15, rue Monnaie, Paris-7).

Le Premier numéro d'une nouvelle
collection de la revue "L'Annuaire de
l'homme", ENCRAGES. Outre un bilan
du structuralisme, on y trouve un docu-
ment sur l'impérialisme culturel, une
étude de la culture berbère, de Domini-
que Perrot, Armand Mattéoli, Mireille
Makoussine et Bernard Comhaire (N° 1, mars,
1971, 120 pages, 100 F.).

Les séminaires de la revue de la
société africaine de l'université de
l'homme, route de la Tourville, 75371

LE ARTS ASIATIQUES, les Annales du Musée Guimet et du Musée Cernuschi, est désormais publié sous une nouvelle forme, par l'éditeur Marcel Pichon, 10, rue de Valenciennes, 75011 Paris. L'ouvrage de Marcel Pichon, qui a été édité par l'éditeur de la nouvelle prose arabe, n'est pas seulement anthropologique : il entend

[illegible][illegible]

OCCIDENT propose une série d'articles sur le thème « Nationalisme et conflits ». L'auteur principal, Robert Berrios analyse la situation politique et sociale des pays latino-américains. Rassegne storia l'evoluzione. Dopo cinque anni, dal 1981, la serie si è dedicata alla storia, cronologicamente anni: 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650,

Paul II et comme U ne l'avait jamais
à Rome. U n'en est que mieux
compris, et il est d'autant plus
nécessaire de répondre à son pa-
pière. U constitue du lieu particu-
lier de la Pologne; Jean-Paul II am-
plifie la dimension de la Pologne
et catholique de 1930. se félicite
de ce que l'ordre régnera à Varsovie
et que la Pologne sera à l'Europe
de son prince légitime ». Le prince
légitime est de nouveau à Mon-
teux, mais la position de l'Église
est la même. La Pologne, renversée,
mourant Louis de Villeneuve se demande
de retour à la liberté n'est pas accom-
plie. U s'agit d'un acte de violence
dramatique, l'antimémorandum; puis U
appelle que le caractère bénéfique des
interventions de l'Église dans l'histoire

[illegible][illegible]

CINÉMA

■ LES CAHIER DU CINEMA proposent un entretien avec Luc Mouillet à propos de son film sur la pillage du tiers-monde: *Génèse d'un repas*. (N° 295, avril, mensuel, 15 F. - 2, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.)

■ CINEMA 2002, revista espanyola, publica un número especial consagrat al cinema català 20. (Nº 34, avril, mensual, 190 Ptas. - Ardians, 64, Madrid 28.)

■ CINEMA 75 proposa un dossier sur Jean Renoir, avec des textes, notamment, de Eric Rohmer, Jean Douchet et P. Vane

E Dans LES DEUX ECRANS : une intéressante analyse des westerns italiens comme « paraboles politiques », ainsi que des entretiens avec de jeunes cinéastes allemands. (R. Rahms, A. Bombardieri.

■ Marcel Martin, dans ECRAN 73, présente le NOUVEAU cinéma yougoslave; ce même auteur analyse, d'autre part, les problèmes que pose la diffusion de grands films sur le petit écran. (N° 73, avril.

mensuel, 12 F. - 60, avenue Simon-Bolivar,
75019 Paris.)

■ Dans **FILM/ECHANGE** (revue de
droit, économie et sociologie de l'audio-
visuel) on lira, entre autres, des textes
de Jacques Terrard sur « les pays non
alignés et la télévision », et de Lefki

Et MOELLA consacre un très bon numéro (hyperchromatique) à la situation actuelle du cinéma indépendant en France après les collisions de Lyon et d'Alger.

El Federico Fellini s'entretient avec Michel Ciment à propos de « Prova d'Orchestra » dans POSITIF qui propose. En outre, un entretien avec Michael Cimino, auteur de « Voyage au bout de la nuit », ainsi que des textes consacrés à...

Et Dans LA REVUE DU CINEMA : une étude de Guy Gauthier sur « Superman » et deux articles de Ph. Durand : « Pour un cinéma suédois » et « Naissance

● **RECTIFICATIF.** — Dans le

numéro 3 de COMMUNISME (cette fois
mois dernier), l'auteur de l'article sur
« La dissidence et la crise de la for-
mation sociale soviétique » était
Charles Bettelheim, et non Bruno
Bettelheim, le spécialiste de la psy-
chologie infantile. Nos lecteurs auront

(COMMUNISME, n° 3, premier trimestre, huitième année, trimestriel, 18 F. - FEDEROP, 38, rue du Dayenné, 69005 Lyon.)

Calendrier des fêtes nationales
16-31 MAI

17 NORVEGE	Fête de la Constitution
22 SRI-LANKA	Fête nationale
25 ARGENTINE	Fête nationale

2 internats en France

danse à la belle campagne de France,
ou Toulouse

Jeunes gens - Jeunes filles

ANNÉE SCOLAIRE
de la 5^e au baccalauréat A,B,C,D

COURS ET VACANCES
du 1^{er} au 28 août ou
du 30 août au 13 septembre.

Études - Sports - Loisirs

CHATEAU DE L'ÉPIQUE - 38 CHN
Tél. (04) 37.97.07

à Paris
à l'orée du bois de Vincennes

**INTERNAT
DE JEUNES FILLES**

Internes garçons de 1^{er} à 6^e 7^e

Enseignements
Élémentaires et Secondaire

Ex. de Venard, 94 St-Maurice
Tél. : 388.42.20, 388.49.23
Métro : Charenton-lez-Montreuil

Calendrier des fêtes nationale

17 NORVEGE	16-31 MAI	Fête de la Constitution
22 SRI-LANKA		Fête nationale
25 ARGENTINE		Fête nationale
25 JORDANIE		Fête de l'indépendance
27 AFRIQUE DU SUD		Fête nationale

1 TUNISIE	1 ^{er} -15 JUIN	Fête nationale
2 EYALE		Ann. de la proclamation de la R.É.P.
4 TONGA		Fête nationale
4 INDONESIE-BRÉSIL		Ann. de la réin-
5 PHILIPPINES		Ann. de la presd. d'indépendance

● La fête nationale du Japon, le 28 avril, correspond au jour anniversaire de l'empereur (et non à l'anniversaire de l'indépendance comme il a été indiqué par erreur).

Graham Greene ou l'avocat du diable

Le faidrait davantage se méfier de Graham Greene, contourner une fois pour toutes les palmeaux un peu compliqués qui affirment encore son sérieux : consensuel au catholicisme en 1926 ou en 1923, il appartenait pendant quatre semaines au parti communiste. Il faidrait prendre garde, plutôt, à ce qu'il a appelé des « accidents de tempérament » qui, à travers ses livres (« divertissements » ou « romans »), se révèlent être des graines de révolution, d'une certaine forme de révolution, semées d'autant plus insidieusement qu'il reconnaît que ses « racines sont dans l'absence de racines ».

[illegible][illegible]

« privilège » de la « déloyauté », principe surprenant, choquant, qui oblige à remettre en question les notions d'engagement politique, de parti, d'action, les concepts d'Etat, de patrie, les valeurs comme la fidélité, le bien et le mal la justice la sainteté.

[illegible]

se déchaînent en une « persécution », « rixe », à laquelle un survivant « devrait toujours être prêt à courir de camp en un tournemain », car « il porte pour les victimes, et les victimes ont pour lui, une dette de reconnaissance ». Sagittaire, donc, et participant de la fameuse compassion de l'astre, pour lequel le pire mal reste l'indifférence, l'indolence, l'indépendance, l'indivision, — « victimophile », aussi pathologique que la leprologie, dans son soupçonner tout à fait. Qu'on dise le Saisir d'un être, le Saisir d'un être, le Saisir d'un être, c'est l'un des termes d'un certain l'un de l'astre, de ne pas également soupçonner d'opportunisme et d'éventuelles lâchetés un homme qui, pourtant, tient à cette position inoffensive et ambiguë, peut-être peu susceptible, certes, mais capable de se laisser intégrer, de se laisser une certaine absorption, afin de faire oublier les « limites de la solidarité » et les « limites de la complaisance » des lâchetés et complaisances d'ailleurs.

(Dessin de Pierre Simon.)

ou planétaire, mais plutôt abyssale. C'est des profondeurs, semelles de celles des églises de la Renaissance, Rome, Grèce comme on agit : ce n'est pas par hasard que la figure de l'espion revient sans cesse dans son œuvre, ou qu'il entre au MLF pendant la seconde guerre mondiale. Soudainement ne veut pas dire homologue, mais se veut l'opposé, l'antithèse, le contraire du dieu, l'immortel des mystères et du trouble, le défenseur acharné de tous les Kim Philby de la terre, n'a pas de squelette dans le placard. Seulement des réserves de robole qui ne peuvent pas parler. Incompréhensible que parce que nous sommes en retard — ou que l'on est en attente sur l'évi-

nement. Par exemple, l'anti-américanisme manifesté avec violence dans le mouvement des haines jaunes et du soufre par la suite dans Notre avenir à La Havane, les Comédiens, etc. (qu'il revendique encore aujourd'hui, crasse), a surpris ou offensé en son temps : l'image des libérateurs de l'Europe était fautive. Il a contribué à la dégradation de l'Amérique. L'Érie démontre dans les scénarios l'irresponsable au court pur mais aux chausseries tachées de sang, violent, narnien, bien sûr. « Les gens de couleur se font tuer plus facilement qu'en Amérique latine ». Cela. Grabach. Les Grands. Les Grands. Les Grands. Les Grands pas d'ici, pas d'ici.

CHACUN livre-grain de sable aide ainsi à faire voler en éclats les suprématies établies. Mais ce sont des éclats mous, des éclats d'angoisse, comme si, tout à coup, nous étions privés de pesanteur, perdus dans l'espace et le temps, privés même de notre

Etats-Unis, de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne pendant qu'il y a des Breitenbach « en prison pour aide aux terroristes ». Et pourtant Castella, pas plus que Greene, ne se pose en justicier. Au contraire, il nie toutes les justifications : « Je n'ai pas l'ombre d'une idée de ce que signifie la mort, la justice... J'absoudrai toujours ceux que j'aime bien. » Ni Dieu, ni maître, ni loi, ni loi. On respire le temps de ne pas suffoquer d'anxiété.

Ceux qui ont lu *le Facteur humain* comprendront cette sensation indescriptible d'espoir atroce, désespérant. La limpidité terminale du roman donne l'impression qu'avec Castle on peut échapper à l'engrenage, qu'enfin une logique unit l'acte à ses conséquences, que, de plus, on a la possibilité de choisir.

A Moscou, Castle s'aperçoit que ses rapports ne servent qu'à authentifier un autre agent beaucoup plus important que lui. A Moscou, Castle attend sa femme. A Moscou, Castle attend un coup de téléphone de sa femme. Quelques part, quelque-elle Berkhamstead à Moscou. Le temps de promesses trop banales pour pas être vraies et absurdes, le temps illusoire de ne pas se perdre espoir. Le temps de s'apercevoir que la ligne a été coupée. Que la « ligne »

Castie n'est pas un innocent. Et l'apparition de preuves de longues années au 16, rue de Valenciennes, à Paris, C.I.A. Il sait... et voit promettre sous ses yeux — comment on peut prouver un homme. Différentement de Doeris 57, de Gilles Perrault, mais de la même manière. C'est la même chose qu'il décrit, le livre nous impose la lente mise à mort de son collègue Davis, soupçonné (le soupçon servait de preuve) de livrer des documents secrets à l'U.R.S.S. C'est la même chose c'est Castie qui a trahi. Il a trahi en toute connaissance de cause. Ses moulins sont calculés : le whisky qu'il boit, le premier de la nuit, le deuxième. Ses amis, ses ennemis, sa schiste. Il a prévu différencier son évration — de même jusqu'à ce que les Russes le mettent sur leur et lespère. Il a prévu de se faire tuer, de se rejoindre. Il lui a promis qu'il ne se suiciderait jamais, puisqu'il se retrouvait.

Reste le « *facteur humain* ». Cette puissance et cette gloire de l'homme qui déçoit, car il a su prendre un « *risque total* ». Par reconnaissance pour Carson, le communiste qui a sauvé Sarah et son fils Sam. Par amour avant tout : Castie a osé aimer, donc choisir une « *autre leçon* », de plus, se « *naturaliser* ».

[illegible]

Dérivés des subtilités de Graham Greene, au-delà de ses aventures qui ne sont que le résultat de ses attitudes ou de ses passions pour ce monde si horrible, il y a, à dose, et traversée d'humour, l'emphase des dichotomies, faisant dire à Wormold, dans *Notre agent à La Havane* : « Si j'ai dit, si je n'ai pas, permettez-moi d'ajouter qu'il n'y a rien de plus sûr que la vérité, mais nous ne pouvons pas pour mon pays. Je ne suis ni pour le capitalisme, le communisme, la démocratie sociale ou l'état-providence... »
C'est aussi, chez Greene, les étonnantes, les riches, magnifiques, les ravies, atomiques les grands-mères (8), les humains même les « sottises moutardes » parfois marquées par la violence, les « dévotions » de nos jours. C'est enfin le facteur humain que Greene trace comme un ghibet trop rare, juste dans l'animal politique, car il salue tout homme sérieux, qui y est le plus conscient.

(3) Correspondance avec l'auteur, décembre 1971.
(4) *Ideali*.
(5) Kassis, Lafont, 1975 ; les œuvres de Graham Greene sont publiées chez cet éditeur.
(6) Entretien avec l'auteur, février 1975.
(7) Note 1.
(8) *O*!, le dossier constitué par le *Mes-sager littéraire*, numéro 142.
(9) *C*!, note 1.
(10) Comme tante Augusta dans *Voyage* (1970).

CEST à partir de la variété même de ses choix et essentiellement grâce à cette variété, qu'il est possible d'appréhender quelques aspects techniques du monde si « vision » il y a, et aussi l'entreprise que lui, écritain, a de façon tellement impressionnante sur le monde. On s'aperçoit alors que cette « bougeotte », cette sorte d'instabilité et d'incohérence, ces paradoxes dans lesquels lui et ses personnages arrivent à vivre (le prêtre sacrilège dans sa grâce, l'espion dans sa trahison, l'écrivain dans sa « déloyauté ») existent en tout. Ce tout, cependant sans doute encore trop acéré pour Graham Greene (qui écrit : « Je ne

pense pas qu'il y ait quelque cohérence que ce soit dans ma vision politique" (8). Et c'est celui de l'anarchie. "Chaque révolution est le produit d'une classe internationale : un désinduit en perpétuelle rupture avec les « sociétés constituées » ; un violent qui constate qu'« une plume peut, tout autant qu'une balle d'argent, faire couler le sang » (des Comédiens), mais qui, parce qu'il connaît sa puissance, se méfie de la violence, ou de l'innocuité de certaines formes de violence ; même si elle se présente comme une « cause si elle s'exerce pour des causes justes (la Consci honorata) ».

(Son œuvre et lui sont nous par le

**DE LA BRETAGNE AU JAPON
LES GUIDES
"J.A. AUJOURD'HUI"
VOUS ACCOMPAGNERONT
PARTOUT**

Ils sont près de 40, répartis dans le monde entier : pratiques, élégants, indispensables. tout en couleurs. Le monde par pays, la France par régions, les grandes villes.

Demiers titres parus :
 La Grande-Bretagne • Madagascar • Le Japon • La Scandinavie
 • L'Espagne • La Sicile • La Chine • La Hollande
 • L'Auvergne • L'Aquitaine • La Bourgogne/Le Beaujolais/Lyon
 A paraître 2^e semestre 1979 :
 Moscou/Léninegrad • La Mecque • Les Seychelles • Le Mali

éditions j.a. 3, rue Roquépine, 75008 PARIS
En vente chez votre libraire

éditions j.a. 3, rue Roquépine, 75008 PARIS
En vente chez votre libraire

Le Conseil de sécurité exprime son inquiétude devant la situation au Sud-Liban...

**ORGA
D'AIDE**

Mai 1979

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ